
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JANVIER 1924.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue à Buda-Pest le 26 mai 1923, entre la Belgique et la Hongrie, relativement aux modalités d'application de la section III de la partie X. **Clauses Économiques du Traité signé à Trianon le 4 juin 1920).**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les dispositions de la Convention Belgo-Hongroise que nous avons l'honneur de vous soumettre sont presque identiques à celles de la Convention Belgo-Autrichienne du 4 octobre 1920.

L'Exposé des Motifs, qui accompagnait le projet de loi portant approbation de l'accord belgo-autrichien, mentionnait les raisons qui avaient amené le Gouvernement Belge à conclure un pareil arrangement.

La Hongrie, quoique moins atteinte que l'Autriche, se trouve à la suite des hostilités dans une situation économique difficile.

Cette situation se reflète dans le cours de la couronne hongroise qui a subi une dépréciation énorme par rapport à sa valeur d'avant-guerre.

Or, la Section III du Traité de Trianon prévoit le règlement des créances au taux d'avant-guerre et la responsabilité du Gouvernement Hongrois pour les dettes de ses ressortissants.

L'exécution stricte de ces dispositions aurait pour conséquences de provoquer la mise en faillite de nombreux débiteurs hongrois et d'ébranler jusque dans ses fondements le crédit de ce pays. Cette politique n'aurait été avantageuse ni pour la Belgique ni pour les créanciers belges.

C'est pour ces motifs que le Gouvernement Belge a estimé devoir conclure une Convention analogue à celle intervenue en France au sujet de la même question.

Elle a été élaborée par l'Office Belge de Vérification et de Compensation et approuvée par le Consortium des banques belges ainsi que par l'Association des Détenteurs de Fonds Publics.

Une délégation composée d'un fonctionnaire du Ministère des Finances et d'un fonctionnaire de la Banque Nationale se rencontra à Buda-Pest avec les

Autorités hongroises compétentes et arrêta avec elles le texte définitif de la Convention.

Le principe du règlement des créances établi par cette Convention est le même que celui de la Convention Belgo Autrichienne.

Il prévoit, en effet, les mêmes phases distinctes de procédure, l'une visant l'établissement d'accords amiables directs entre créanciers et débiteurs. Ces accords peuvent se faire directement sans l'intervention de l'Office de Vérification et de Compensation si aucun élément d'actif hongrois en Belgique ne doit être affecté au règlement.

Dans le cas contraire, l'approbation de l'Office est nécessaire.

Si les parties ne parviennent pas à s'entendre à l'amiable, l'Office intervient et tente de concilier les parties.

Les créances qui n'ont pas fait l'objet d'un accord amiable dans le délai voulu sont réglées par les Offices de Vérification et de Compensation dans des conditions déterminées.

Telle est, dans ses grandes lignes, la teneur de cette Convention qui doit être approuvée par le projet de loi ci-dessous et que nous vous prions de vouloir bien adopter.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

HENRI JASPAR.



CONVENTION BELGO-HONGROISE.

Le Gouvernement Belge ayant décidé d'appliquer en ce qui le concerne la Section III et l'Annexe jointe de la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920 et le Gouvernement Hongrois ayant pris acte de cette résolution, ces deux Gouvernements ont convenu des dispositions suivantes en ce qui concerne le règlement des dettes hongroises envers les ressortissants belges visées par l'article 231 du Traité de Trianon. Ces dispositions seront également applicables aux avoirs en numéraire qui sont définis au § 11 de l'Annexe à la Section IV, Partie X du Traité de Trianon et qui doivent être valorisés au cours du change d'avant guerre par l'entremise des Offices de Compensation, conformément au littéra h, 1°, de l'article 252 du dit Traité.

ARTICLE PREMIER.

Les Offices Belges et Hongrois de Vérification et de Compensation seront constitués dès la signature de la présente Convention, mais ils ne commenceront leurs opérations de recouvrement, en ce qui concerne les débiteurs hongrois, qu'un an après la ratification de la présente Convention par la Belgique.

ARTICLE 2.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention, les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes dispositions d'ordre interne pour obliger leurs ressortissants à formuler au plus tard deux mois avant la date ci-dessus tant isolément qu'en groupes volontairement constitués, toute proposition convenable d'accord amiable.

Ces transactions auront lieu directement entre créanciers Belges et débiteurs hongrois et sans l'intermédiaire des Offices.

Les Offices pourront, d'un commun accord, prolonger le délai fixé ci-dessus pour le règlement de certaines affaires ou catégories d'affaires comportant des difficultés spéciales, et, notamment, en faveur des sociétés hongroises ayant émis des titres sur les marchés financiers, en dehors des limites de l'ancienne Monarchie.

ARTICLE 3.

Au fur et à mesure de l'établissement d'accords amiables, notification en sera faite conjointement par les créanciers et débiteurs, par lettre recommandée, aux fins d'enregistrement, à l'Office Belge, et ce, au plus tard la veille de l'expiration du délai prévu à l'article précédent. L'Office Belge communiquera aussitôt ces projets d'accord à l'Office Hongrois.

Ne pourront être définitivement conclus sans l'agrément de l'Office Belge les accords amiables prévoyant l'affectation, au règlement d'une créance, d'un élément d'actif hongrois séquestré en Belgique; cet agrément ou le refus motivé d'agrément sera donné, dans le délai de six semaines, par l'Office Belge aux par-

ties intéressées. Le dit délai de six semaines devra être compté à partir du jour où les parties intéressées auront, par lettre recommandée, notifié l'arrangement à l'Office Belge. Il pourra être prolongé d'accord entre les Offices.

L'Office Hongrois, et le Gouvernement Hongrois prendront toutes les mesures qu'ils jugeront utiles pour amener leurs ressortissants à conclure des accords et pour éliminer, autant que possible, les obstacles qui pourraient s'y opposer.

L'Office Belge favorisera, de son côté, l'établissement des dits accords.

ARTICLE 4.

Dès que les créanciers et débiteurs auront constaté l'impossibilité de se mettre d'accord par un arrangement amiable, ils le notifieront à leurs Offices, en communiquant le texte rejeté par l'autre partie ou celui qu'ils auront eux-mêmes rejeté, en y joignant l'explication de leur refus d'acceptation.

ARTICLE 5.

Les Offices examineront au fur et à mesure les projets d'accord sur lesquels l'entente n'aura pu s'établir entre Belges et Hongrois.

Si les Offices considèrent que la résistance du débiteur hongrois ou du créancier belge est injustifiée, ils agiront de leur mieux sur les ressortissants en vue de l'acceptation de l'accord. Si le ressortissant hongrois s'y refuse, la proposition d'accord acceptée par les deux Offices pourra être présentée au Tribunal Arbitral Mixte qui pourra lui-même, ou rendre l'accord obligatoire pour les parties, ou décider que la dette sera réglée par l'intermédiaire des Offices de Vérification et de Compensation.

ARTICLE 6.

Les créances des ressortissants belges vis-à-vis de débiteurs hongrois qui n'auront pas, dans le délai prévu à l'article 2, fait l'objet soit d'une notification d'accord amiable à l'Office belge, soit de l'acceptation d'un accord dû à l'intervention des deux Offices, soit de l'introduction d'instance visée à l'article précédent, ainsi que les créances ayant fait l'objet de projets d'accords non agréés, seront réglées par les Offices de Vérification et de Compensation, conformément aux principes suivants :

1° Afin de renforcer, en faveur des créanciers belges les garanties prévues par le Traité de Paix, le Gouvernement Hongrois accepte que soit établie la responsabilité solidaire de l'État Hongrois et de chacun des ressortissants hongrois, débiteurs de créanciers belges — sans solidarité personnelle entre débiteurs — pour ce qui concerne les dettes, en capital et intérêts, contractées tant en monnaie autre qu'en couronnes, que pour le montant nominal, capital et intérêts, des dettes contractées en couronnes.

Cette responsabilité solidaire est limitée toutefois, pour chaque débiteur, à l'excédent du total de ses dettes, sur le total de son actif en Belgique.

Le Gouvernement Belge accepte d'autre part, que le Gouvernement Hongrois assume seul, vis-à-vis de l'Office Belge de Vérification et de Compensation, la

responsabilité pleine et illimitée de la différence entre le capital dû en couronnes et le capital en francs résultant de l'application de l'article 231 § d) du Traité de Trianon.

2° Afin de permettre au Gouvernement Hongrois ainsi qu'aux débiteurs hongrois de se libérer de cette dette, il leur sera accordé des délais dans les conditions et avec les modalités prévues aux articles ci-après :

ART. 7.

Sous réserve des dispositions des paragraphes ci-dessous, les dettes libellées primitivement en or ou en argent, ou en toute autre monnaie qu'en couronnes austro-hongroises, quelle que soit leur nature, seront réglées par l'Office Hongrois à l'Office Belge dans les conditions prévues par le paragraphe d) de l'article 231 du Traité de Trianon. Ce règlement aura lieu en cinq années à raison de 15 p. c. de la dette pendant chacune des trois premières années, 25 p. c. pour la quatrième année et de 30 p. c. pour la cinquième année.

La première annuité sera payée deux mois après l'expiration du délai prévu à l'article 1^{er} de la Convention.

Afin de faire profiter les créanciers belges d'une amélioration éventuelle du change hongrois, il est entendu que le montant en couronnes, contrevaletur des paiements en francs, à effectuer par l'Office Hongrois, devra, quel que soit le cours du change pratiqué au jour du paiement, être égal au moins à dix fois le montant en francs de l'annuité due, sans pouvoir jamais être inférieur au montant nécessaire à l'Office Hongrois pour acheter un nombre de francs suffisant pour payer à l'Office Belge les annuités ci-dessus prévues. Tout excédent en francs qui pourrait en résulter, au delà de l'annuité due, servira à diminuer d'autant les annuités exigibles en commençant par les dernières.

a) En ce qui concerne les dettes provenant de garanties constituées en faveur d'un débiteur ayant domicile, du fait du démembrement de l'ancienne Monarchie, dans un des Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise a été transféré ou dans un des Etats nés du démembrement de cette Monarchie, le Gouvernement Belge, en vue d'en faciliter le recouvrement, déclare consentir à ce que les créances connexes de ressortissants hongrois puissent être cédées à l'Office créancier belge à titre de sûreté. Dans ce cas, l'Office créancier belge sera tenu de poursuivre, par tous les moyens judiciaires et extra-judiciaires le recouvrement des créances cédées. Les rentrées obtenues sur ces créances seront portées au crédit de l'Office Hongrois.

b) Il sera tenu compte pour toutes les dettes susmentionnées, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er} du § 22 de l'Annexe à la Section III de la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920, en ce qui concerne la période antérieure à la mise en vigueur de la présente Convention, d'un intérêt annuel de 3 p. c., capitalisable à la fin de chaque année et payable, sans frais et accessoires, dans la monnaie du principal de la dette.

En ce qui concerne la période postérieure à la date de la mise en vigueur de la présente Convention, l'intérêt annuel sera de 5 p. c., sans frais et accessoires jusqu'au jour du remboursement.

c) Le règlement des dettes de ressortissants hongrois envers des ressortissants belges provenant de crédits d'acceptation ou de garanties, ouverts par ceux-ci pour l'importation, en provenance de pays situés en dehors du continent, de matières premières et de marchandises, fera l'objet d'un règlement ultérieur entre les Hautes Parties Contractantes qui, conçu dans l'esprit de la présente Convention et notamment du paragraphe a) du présent article, tiendra compte des difficultés dans lesquelles se trouve cette catégorie de débiteurs hongrois.

ART. 8.

Le règlement à l'Office Belge par l'Office Hongrois des dettes libellées en couronnes et visées par l'article 231 du Traité du 4 juin 1920, s'effectuera de la façon suivante :

a) Le montant nominal des dettes en couronnes, plus l'intérêt calculé sur ce montant comme il est prévu au paragraphe b) de l'article 7, sera versé dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} et ce, en francs belges, calculés au taux moyen du franc belge et de la couronne hongroise cotée à la Bourse de Zurich durant les deux mois qui auront précédé le jour du paiement.

b) Le Gouvernement Hongrois prend à sa charge exclusive le paiement de la différence entre le montant remboursé comme ci-dessus et le montant dû en vertu de la valorisation prévue à l'article 231 paragraphe d) du Traité du 4 juin 1920 ; il reste entendu que cet engagement ne porte aucun préjudice aux droits de recouvrement que le Gouvernement Hongrois se réserve vis-à-vis de ses ressortissants. Le versement de la dite différence s'effectuera sans intérêts, en francs, en dix-huit versements annuels égaux dont le premier sera dû au commencement de la sixième année après la mise en vigueur de la présente Convention. Afin de faire profiter l'Office Belge d'une amélioration éventuelle du change hongrois, il est entendu que le montant en couronnes à affecter à ces annuités devra indépendamment du cours du change pratiqué au jour du paiement être égal au moins au décuple du montant en francs de l'annuité due.

L'excédent en francs, au delà de l'annuité due, pouvant résulter de l'application de cette disposition, servira à diminuer successivement les annuités exigibles en commençant par la dernière. Afin de permettre la mobilisation de cette catégorie de créances, le Gouvernement Hongrois se déclare prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement Belge en vue de la consolidation des versements à faire à l'Office Belge moyennant la création d'un titre négociable.

Dans le cas où le Gouvernement Hongrois exercerait un recours contre l'un de ses ressortissants débiteurs pour la différence en couronnes dont il a assumé la charge, et si le débiteur a, par ailleurs, conclu un accord amiable avec des créanciers belges, le Gouvernement Hongrois devra en aviser immédiatement l'Office Belge.

Dans ce cas, les créanciers belges ayant conclu des accords amiables auront le droit de demander à l'Office Belge que ces accords soient considérés comme nuls et de nul effet. Il sera donné suite à cette demande par un accord entre les deux Offices, si le recours du Gouvernement Hongrois

compromet l'exécution de l'accord amiable conclu entre les parties intéressées. Dans le cas où la demande du créancier est accueillie, le solde lui restant dû pour sa créance sera compris dans les recouvrements à effectuer par l'Office de Vérification et de Compensation Belge et dans les répartitions à effectuer par ce même Office.

ARTICLE 9.

Toutes les fois que l'Office débiteur Hongrois aura notifié à l'Office créancier Belge qu'un débiteur manque à l'obligation de verser une annuité lui incombant du chef de l'article 7 de la présente Convention, l'Office créancier belge aura le droit de poursuivre directement le débiteur Hongrois dans les conditions prévues dans le paragraphe 16 de l'annexe à la Section III de la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920.

Les sommes encaissées ainsi, après poursuite directe, seront portées au crédit de l'Office Hongrois.

ARTICLE 10.

L'ensemble des biens, droits et intérêts en Belgique des ressortissants hongrois, y compris leurs avoirs en banque, et à l'exclusion de leurs autres créances sur des ressortissants belges, servira, dans les conditions prévues par l'article 11, sauf les exceptions stipulées à l'article 12, au règlement du passif hongrois au profit des ressortissants belges et résultant de l'application des Sections III et IV de la Partie X (clauses économiques) du Traité de Trianon.

En ce qui concerne un solde éventuel de l'actif hongrois, le Gouvernement Belge renonce à l'exercice du droit que lui confère l'article 232, § 6), du Traité du 4 juin 1920.

ARTICLE 11.

a) Le débiteur hongrois pourra, jusqu'à due concurrence, employer la totalité de ses éléments d'actif en Belgique, y compris ses créances à l'égard des ressortissants belges à acquitter, sous le contrôle de l'Office Belge, ses dettes visées par l'article 231 du Traité du 4 juin 1920 envers les ressortissants belges;

b) Sous réserve du règlement préalable de leur propre passif, les propriétaires hongrois d'éléments actifs en Belgique pourront, avec l'autorisation de l'Office Belge, les affecter en vue de permettre des règlements amiables de créances belges nées avant et pendant la guerre sur d'autres ressortissants hongrois. La valeur des dits avoirs sera fixée dans les conditions prévues ou à prévoir par la législation belge sur les biens ennemis séquestrés en Belgique;

c) Les dispositions des paragraphes a) et b) du présent article s'appliquent à la Banque d'Autriche-Hongrie;

d) Les éléments d'actif, y compris les avoirs en banque, qui n'auraient pas trouvé leur emploi par l'application des dispositions des trois paragraphes précédents, ainsi que les dettes des ressortissants belges à l'égard des ressortissants hongrois, excepté les avoirs en banque, seront pris en charge par l'Office Belge qui en portera la contrevaletur au crédit de l'Office Hongrois.

L'Office Belge pourra constituer un fonds destiné à régler par préférence tout ou partie des créances belges n'excédant pas 5,000 francs chacune, ou de créances de Belges justifiant devant leur Office de ce que leur existence économique est compromise par l'application d'une des dispositions de la présente Convention.

e) Les ressortissants hongrois qui disposent en Belgique d'éléments d'actif seront, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, autorisés à les réaliser avec l'agrément préalable et sous le contrôle de l'Office Belge. Ces éléments d'actif seront réalisés conformément aux dispositions de la législation belge. Le produit des réalisations sera soumis aux mêmes restrictions qui sont ou qui seront en vigueur à l'égard des éléments d'actif eux-mêmes ;

f) Les ressortissants hongrois seront autorisés, en vertu d'un accord à établir avec l'Office Belge, à substituer des équivalents à leurs biens, droits et intérêts en Belgique.

En cas de réalisation par la voie d'enchères publiques ou de toute autre manière, de biens, droits et intérêts hongrois en Belgique, les propriétaires auront le droit d'intervenir et de présenter leurs offres sur un pied d'égalité avec tous les autres étrangers sauf, bien entendu, le droit de préemption que le Gouvernement Belge entend se réserver.

g) En ce qui concerne les immeubles, le Gouvernement belge se réserve de faire connaître au Gouvernement hongrois les immeubles qui ne pourront pas être utilisés pour les accords amiables.

ARTICLE 12.

Les meubles meublants, livres, tableaux, bijoux, argenterie et généralement les effets personnels appartenant à des particuliers hongrois en Belgique seront remis à la disposition de leurs propriétaires, aussitôt que ceux-ci auront justifié à l'Office Belge avoir acquitté en Belgique toutes les créances à leur charge notifiées à l'Office Belge ainsi que les frais généralement quelconques occasionnés par la séquestration de leurs biens.

Sauf indications contraires du Gouvernement belge, les dispositions du présent article s'appliqueront aux modestes fonds de commerce, aux petites industries et aux instruments de travail présentant les uns et les autres un caractère alimentaire.

ARTICLE 13.

Les actes ou accords accomplis en vertu de la présente Convention seront exempts de tous droits fiscaux en Hongrie. Ils seront exempts en Belgique de tous droits d'enregistrement et de timbre.

L'annulation de titres de valeurs mobilières, soit dans les actes ou accords, soit dans un pouvoir donné en vue de la réalisation des dits actes ou accords, ne donnera ouverture à aucun droit, tant en Belgique qu'en Hongrie.

ARTICLE 14.

Le bénéfice de la présente Convention s'étend aux créanciers qui ont acquis la nationalité belge en vertu des dispositions du Traité de Versailles.

Dans l'application de la disposition qui précède, il sera tenu compte pour la valorisation, du taux de change coté à la Bourse de Zurich durant les deux mois qui ont précédé le 14 novembre 1918.

ARTICLE 15.

Les versements de couronnes à un créancier belge, effectués avec effet de paiement, par un débiteur hongrois aux Caisses de Dépôts et Consignations auprès des Tribunaux ou à la Banque d'Autriche-Hongrie, ou à la Caisse d'Epargne Postale du Royaume de Hongrie, sans l'assentiment préalable du créancier belge, ne peuvent être opposés à ce dernier, à l'égard duquel ils seront tenus pour nuls et nonavenus.

ARTICLE 16.

Les dettes contractées et les biens, droits et intérêts régulièrement acquis par les ressortissants des Hautes Parties Contractantes après la date de la reprise des relations commerciales entre la Belgique et la Hongrie seront uniquement régies par le droit commun, sans que les dispositions du Traité du 4 juin 1920, ni celles de la présente Convention puissent être invoquées à leur égard.

ARTICLE 17.

Le règlement des dettes visées à l'article 231, §§ 3 et 4 du Traité de Trianon pourra, tout aussi bien que celui des dettes privées former l'objet d'arrangements spéciaux entre l'Etat Hongrois et l'Office Belge. A défaut de pareils arrangements, les dites dettes seront réglées par les Offices de Vérification et de Compensation conformément aux modalités prévues par la présente Convention.

ARTICLE 18.

Sont maintenues en tant qu'elles sont compatibles avec les stipulations de la présente Convention, les dispositions prévues dans les Sections III, IV, V, VI, VII, et les Annexes de la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer toutes les mesures administratives ou législatives pour assurer l'exécution de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Budapest, le 26 mai 1923, en double exemplaire.

(S.) BÉLA DE SCHOBEN,
ACHILLE DESCHAN,

JULES WOLLANTS,
VAN AUDENHOYE.

PROTOCOLE FINAL

*à la Convention belgo-hongroise concernant l'application des Sections III et IV
et les Annexes de la Partie X du Traité de Trianon.*

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés de la Belgique et de la Hongrie ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1° Concernant l'application de l'article 7 de la présente Convention, il a été convenu qu'au cas d'une demande qui lui serait adressée à ce sujet par le Gouvernement Hongrois avant l'expiration de la troisième année, le Gouvernement Belge examinerait avec bienveillance la possibilité de prolonger de deux années au maximum, le délai dans lequel le solde de la dette devrait être payé. Dans sa décision, le Gouvernement Belge tiendrait compte de la situation économique de la Hongrie et spécialement de la production, de l'exportation de produits agricoles, ainsi que de l'état des changes.

2° La délégation hongroise exprime le désir que d'une façon générale et dans la mesure du possible, le représentant de l'Office Hongrois à Bruxelles soit avisé, en temps utile, de toutes expositions en vente publique de biens appartenant à des ressortissants hongrois et séquestrés en Belgique.

3° Nonobstant les dispositions de l'article 10 de la Convention, l'Office Belge se réserve la faculté d'admettre que, dans des cas exceptionnels, les créanciers hongrois puissent, après l'acquittement de leurs propres dettes, affecter leurs créances restées disponibles au règlement par voie d'accord amiable de dettes à charge d'autres ressortissants hongrois.

4° Le Gouvernement Hongrois, désireux d'arriver à un arrangement avec la Belgique au sujet des arriérés de la dette publique de Hongrie, croit devoir subordonner son accord sur la Convention à la condition qu'intervienne le dit arrangement prévu à l'article 17 de la Convention.

5° La délégation hongroise désire qu'elle soit laissée provisoirement en suspens la question du règlement des avoirs en couronnes provenant du remboursement de bons du Trésor ou d'autres obligations du Gouvernement Hongrois et qui ont été versés d'office en compte bloqué ou qui n'ont pu être rapatriés pendant la guerre par suite de mesures exceptionnelles de guerre.

Cette question sera envisagée à l'occasion d'un arrangement à intervenir par application de l'article 17 de la Convention.

6° Enfin, le Gouvernement Hongrois déclare subordonner son assentiment à la présente Convention à la condition que, après l'apurement des accords amiables qui comporteraient l'affectation d'éléments actifs hongrois en Belgique, comme après l'acquittement de toutes les obligations généralement quelconques dérivant, à charge de la Hongrie, de l'article 232 du Traité de Trianon et qui ne devraient pas être réglées directement en espèces (à l'exclusion toutefois de la responsabilité établie à la phrase finale du paragraphe 4 de l'Annexe à l'ar-

ticle 232) le solde des produits de liquidation des biens hongrois en Belgique ainsi que des avoirs en numéraire soit porté au crédit de l'Office Hongrois conformément au paragraphe 11 de l'Annexe à l'article 231 du Traité de Trianon.

Le présent protocole final qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrale de cette Convention et aura même force et valeur.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole rédigé en français en deux exemplaires.

Fait à Budapest, le 26 mai 1923.

(s) Béla DE SCHÖNEN,
Achille DESCHAN,
Jules WOLLANTS,
VAN AUDENHOVE.



(1)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1924

Wetsontwerp

tot goedkeuring van de Overeenkomst, op 26 Mei 1923 te Buda-Pest tusschen België en Hongarije gesloten, betreffende de modaliteiten van toepassing van Afdeling III, deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag op 4 Juni 1920 te Trianon ondertekend.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De beschikkingen der Belgisch-Hongaarsche Overeenkomst, die wij de eer hebben U voor te leggen zijn bijna gelijklopend met die van de Belgisch-Oostenrijksche Overeenkomst van 4 October 1920.

In de Memorie van Toelichting, die het ontwerp van wet tot goedkeuring van de Belgisch-Oostenrijksche Overeenkomst vergezelde, werden de redenen vermeld die er de Belgische Regeering toe gebracht hadden een dergelijke schikking te sluiten.

Hongarije, alhoewel minder getroffen dan Oostenrijk, bevindt zich tengevolge der vijandelijkheden in een moeilijken economischen toestand.

Deze toestand blijkt duidelijk uit den wisselkoers van de Hongaarsche kroon die een overgroote waardevermindering heeft ondergaan in verhouding tot hare vooroorlogsche waarde.

Nu voorziet Deel III van het Verdrag van Trianon de regeling der schuld-vorderingen aan den vooroorlogschen koers en de verantwoordelijkheid der Hongaarsche Regeering voor de schulden harer onderhoorigen.

De strikte uitvoering dezer beschikkingen zou voor gevolg hebben dat talrijke Hongaarsche schuldenaars failliet zouden worden verklaard en dat het krediet van dit land tot in zijne grondslagen zou geschokt worden. Deze politiek zou noch voor België noch voor de Belgische schuldeischers voordeelig geweest zijn.

Het is daarom dat de Belgische Regeering gemeend heeft een Overeenkomst te moeten sluiten gelijkend op die aangegaan met Frankrijk betreffende dezelfde aangelegenheid.

Zij werd opgesteld door den Belgischen Afrekeningsdienst en goedgekeurd door het Consortium der Belgische banken alsmede door de Vereeniging der Bezitters van Openbare Fondsen.

Eene afvaardiging bestaande uit een ambtenaar van het Ministerie van Financiën en een ambtenaar der Nationale Bank heeft te Buda-Pest de bevoegde Hongaarsche overheden ontmoet en met hen den definitieven tekst der Overeenkomst vastgesteld.

Het principe voor de regeling der schuldvorderingen vastgesteld door deze Overeenkomst is hetzelfde als dat der Belgisch-Oostenrijksche Overeenkomst.

Volgens dit principe worden namelijk dezelfde onderscheiden fasen van behandeling voorzien, waarvan eene het bereiken van rechtstreeksche minnelijke schikkingen tusschen schuldenaars en schuldeischers beoogt. Deze schikkingen kunnen rechtstreeks getroffen worden zonder tussenkomst van den Afrekeningsdienst wanneer geen enkel bestanddeel van Hongaarsch actief in België voor de regeling gebruikt moet worden.

In het tegenovergestelde geval is de goedkeuring van den Dienst noodig.

Indien de partijen geen minnelijke schikking kunnen bereiken, dan komt de Afrekeningsdienst tussenbeide en tracht de partijen overeen te brengen.

De schulden die binnen den aangegeven tijd niet het voorwerp eener minnelijke schikking hebben uitgemaakt, worden door den Afrekeningsdienst in bepaalde voorwaarden geregeld.

Dit is in hoofdtrekken de inhoud van deze Overeenkomst die moet goedgekeurd worden door het hieronder staande ontwerp van wet hetwelk wij U verzoeken wel te willen aannemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

BELGISCH-HONGAARSCH OVEREENKOMST.

De Belgische Regeering besloten hebbend, wat haar betreft, Afdeeling III en het bijhoorig toevoegsel van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 4 Juni 1920, toe te passen, en de Hongaarsche Regeering akte genomen hebbend van dit besluit, zijn deze twee Regeeringen het eens geworden over de hierna volgende beschikkingen wat betreft de regeling der Hongaarsche schulden tegenover Belgische onderhoorigen, bedoeld door artikel 231 van het Verdrag van Trianon. Deze beschikkingen zullen eveneens van toepassing zijn op het bezit in klinkende munt, dat bepaald is in § 11 van het toevoegsel bij Afdeeling IV, Deel X, van het Verdrag van Trianon en dat gevaloriseerd moet worden aan den wisselkoers van vóór den oorlog door de bemiddeling der Afrekeningsdiensten, overeenkomstig littera h), 1^o, van artikel 252 van gezegd Verdrag.

ARTIKEL ÉÉN.

De Belgische en Hongaarsche Afrekeningsdiensten zullen van de onderteekening van deze Overeenkomst af samengesteld worden, maar zij zullen hunne verrichtingen van invordering, wat de Hongaarsche schuldenaars betreft, eerst één jaar na de bekrachtiging dezer Overeenkomst door België beginnen.

ARTIKEL 2.

Zoohaast deze Overeenkomst in werking treedt, zullen de Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen, elk wat haar betreft, alle beschikkingen van inwendigen aard nemen om hunne onderhoorigen te verplichten ten laatste twee maanden vóór bovenvermelden datum, zoowel afzonderlijk als in vrijwillig samengestelde groepen, elk geschikt voorstel van minnelijke schikking in te dienen.

Deze onderhandelingen zullen rechtstreeks gevoerd worden tusschen de Belgische schuldeischers en de Hongaarsche schuldenaars en zonder bemiddeling der Diensten.

De Diensten zullen eenstemmig den hierboven vastgestelden termijn kunnen verlengen voor de regeling van zekere zaken of categoriën van zaken, welke bijzondere moeilijkheden met zich brengen, en, inzonderheid, ten voordeele van Hongaarsche maatschappijen welke titels hebben uitgegeven op de geldmarkten gelegen buiten de grenzen der voormalige Monarchie.

ARTIKEL 3.

Naarmate de minnelijke schikkingen tot stand gebracht worden, zal er gezamenlijk door de schuldeischers en de schuldenaars kennis van gegeven worden per aangeteekenden brief, voor registratie, aan den Belgischen Dienst, en dit ten laatste den dag vóór het verstrijken van den in voorgaand artikel voorzien termijn. De Belgische Dienst zal deze ontwerpen van schikking onmiddellijk aan den Hongaarschen Dienst mededeelen.

De minnelijke schikkingen, waarbij voorzien wordt dat een deel van een Hongaarsch actief, in België onder dwangbeheer zijnde, bestemd zal worden voor de regeling van eene schuld, zullen niet voor goed getroffen kunnen worden zonder de toestemming van den Belgischen Dienst; deze toestemming, of de met redenen omkleede weigering van toestemming, zal binnen de zes weken door den Belgischen Dienst aan de belanghebbende partijen gegeven worden. Gezegde termijn van zes weken zal berekend moeten worden van den dag af waarop de belanghebbende partijen, per aangeteekenden brief, de schikking van den Belgischen Dienst zullen bekend gemaakt hebben. Hij zal in overeenstemming met de Diensten kunnen verlengd worden.

De Hongaarsche Dienst en de Hongaarsche Regeering zullen al de maatregelen nemen die zij nuttig oordeelen om er hunne onderdanen toe te brengen schikkingen te sluiten en om de hindernissen die er zich tegen zouden kunnen verzetten zooveel als mogelijk uit den weg te ruimen.

De Belgische Dienst zal, zijnerzijds het tot stand brengen van gezegde schikkingen bevorderen.

ARTIKEL 4.

Zoodra de schuldeischers en schuldenaars zullen vastgesteld hebben dat het onmogelijk is tot eene overeenstemming te geraken door eene minnelijke schikking zullen zij dit aan hunne Diensten bekend maken, met mededeeling van den door de andere partij verworpen tekst of van dien welken zij zelf verworpen hebben, terwijl zij er eene verklaring omtrent hunne weigering van goedkeuring zullen bijvoegen.

ARTIKEL 5.

De Diensten zullen de ontwerpen van schikking, waaromtrent tussehen Belgen en Hongaren geen overeenstemming bereikt kon worden, naarmate zij deze ontvangen, onderzoeken.

Indien de Diensten van meening zijn dat het verzet van den Hongaarschen schuldenaar of van den Belgischen schuldeischer niet gerechtvaardigd is, zullen zij naar hun beste vermogen op hunne onderhoorigen werken, ten einde de aanneming der schikking te verkrijgen. Indien de Hongaarsche onderdaan weigert, zal het ontwerp van schikking, aangenomen door de twee Diensten, aan het Gemengd Scheidsgerecht onderworpen kunnen worden, dat, zelf, ofwel de schikking verplichtend zal kunnen maken voor de partijen, ofwel besluiten dat de schuld geregeld zal worden door de bemiddeling der Afrekeningsdiensten.

ARTIKEL 6.

De schuldvorderingen van Belgische onderdanen tegenover Hongaarsche schuldenaars, die, binnen den door artikel 2 voorzienen termijn, niet het voorwerp hebben uitgemaakt hetzij van eene kennisgeving van minnelijke schikking aan den Belgischen Dienst, hetzij van de aanvaarding eener schikking dank zij de tussehen-

moest der twee Diensten, hetzij van de in voorgaand artikel bedoelde inleiding van geding alsmede de schuldvorderingen welke het voorwerp hebben uitgemaakt van niet aangenomen ontwerpen van schikking, zullen geregeld worden door de Afrekeningsdiensten overeenkomstig de volgende beginselen :

1^o Ten einde, ten gunste der Belgische schuldeischers, de waarborgen voorzien door het Vredesverdrag te versterken, neemt de Hongaarsche Regeering aan, dat de solidaire verantwoordelijkheid worde ingesteld van den Hongaarschen Staat en van elk der Hongaarsche onderhoorigen, schuldenaars van Belgische schuldeischers — zonder persoonlijke solidariteit tusschen schuldenaars — wat betreft de schulden in kapitaal en interest, aangegaan, zoowel in eene andere munt dan in kronen, als voor het nominaal bedrag, kapitaal en interest, der schulden aangegaan in kronen.

Deze solidaire verantwoordelijkheid wordt echter, voor elken schuldenaar, beperkt tot het overschot van het totaal zijner schulden, na aftrek van het totaal van zijn actief in België.

Van den anderen kant stemt de Belgische Regeering er in toe dat de Hongaarsche Regeering alleen, tegenover den Belgischen Afrekeningsdienst, de volledige en onbeperkte verantwoordelijkheid op zich neme voor het verschil tusschen het kapitaal verschuldigd in kronen en het kapitaal in franken voortvloeiend uit de toepassing van artikel 231, § d) van het Verdrag van Trianon.

2^o Ten einde de Hongaarsche Regeering, zoowel als de Hongaarsche schuldenaars, in de gelegenheid te stellen deze schuld te betalen, zullen hun termijnen worden toegestaan onder de voorwaarden en met de modaliteiten voorzien in de hierna volgende artikelen.

ARTIKEL 7.

Onder voorbehoud van de beschikkingen der hieronder volgende paragrafen, zullen de aanvankelijk in goud, in zilver of in alle andere munt dan in Oostenrijk-Hongaarsche kronen uitgedrukte schulden, van welken aard ook, door den Hongaarschen Dienst aan den Belgischen Dienst betaald worden, onder de voorwaarden voorzien door § d) van artikel 231 van het Verdrag van Trianon.

Deze betaling zal in vijf jaar geschieden op den voet van 15 t. h. der schuld gedurende elk der drie eerste jaren, 25 t. h. voor het vierde jaar en 50 t. h. voor het vijfde jaar.

De eerste annuïteit zal betaald worden twee maanden na verloop van den termijn voorzien in artikel 1 van deze Overeenkomst.

Ten einde de Belgische schuldeischers het voordeel te doen genieten van eene eventueele verbetering van den Hongaarschen wisselkoers, is men het er over eens dat het bedrag in kronen, tegenwaarde der betalingen in franken te doen door den Hongaarschen Dienst, welke ook de wisselkoers zij op den dag der betaling, gelijk zal moeten zijn aan minstens tienmaal het bedrag in franken der verschuldigde annuïteit, zonder ooit lager te mogen zijn dan het bedrag dat de Hongaarsche Dienst noodig heeft om een voldoende aantal franken te koopen om aan den Belgischen Dienst de hierboven voorziene annuïteiten te betalen. Elk overschot in franken dat daaruit zou kunnen ontstaan boven de verschuldigde annuïteit zal dienen om met

zooveel de nog verschuldigde annuïteiten te verminderen, beginnende met de laatste.

a) Wat de schulden betreft voortvloeiend uit waarborgen gesteld ten gunste van een schuldenaar gevestigd, ten gevolge der verbrokkeling der voormalige Monarchie, in een der Staten waaraan een grondgebied der voormalige Oostenrijk-Hongaarsche Monarchie is overgedragen, of in een der Staten ontstaan uit de verbrokkeling dezer Monarchie, verklaart de Belgische Regeering, ten einde de invordering te vergemakkelijken, er in toe te stemmen dat de daarmee verbonden schuldvorderingen van Hongaarsche onderhoorigen afgestaan kunnen worden aan den Belgischen Schuldeischersdienst ten titel van waarborg. In dit geval zal de Belgische Schuldeischersdienst gehouden zijn, door alle gerechtelijke en buitengerechtelijke middelen, de invordering der afgestane schulden te verkrijgen. De betalingen ontvangen op deze schuldvorderingen zullen op het credit van den Hongaarschen Dienst worden ingeschreven.

b) Er zal voor alle bovenvermelde schulden, met uitzondering van degene bedoeld in alinea 1 van § 22 van het Toevoegsel bij Afdeling III van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 4 Juni 1920, wat het aan het in werking reden van deze Overeenkomst voorafgaand tijdperk betreft, rekening gehouden worden met een jaarlijkschen interest van 3 t. h., te kapitaliseeren op het einde van elk jaar en betaalbaar zonder bijkomende onkosten in het geld van de hoofdsom der schuld.

Wat betreft het tijdperk volgend op den datum der inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zal de jaarlijksche interest zonder bijkomende onkosten 5 t. h. bedragen tot op den dag der terugbetaling.

c) De regeling der schulden van Hongaarsche onderhoorigen tegenover Belgische onderdanen, voortspruitend uit kredieten voor acceptatie of waarborgen geopend door deze laatsten voor den invoer, uit landen gelegen buiten het vasteland, van grondstoffen en koopwaren, zal het voorwerp uitmaken van eene nadere regeling tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, welke opgevat in den geest dezer Overeenkomst, en inzonderheid van paragraaf a) van dit artikel, rekening zal houden met de moeilijkheden waarin deze categorie van Hongaarsche schuldeischers zich bevindt.

ARTIKEL 8.

De betaling aan den Belgischen Dienst door den Hongaarschen Dienst, der schulden uitgedrukt in kronen, en bedoeld door artikel 231 van het Verdrag van 4 Juni 1920, zal op de volgende wijze geschieden :

a) Het nominaal bedrag der schulden in kronen, met de interest berekend op dit bedrag, zooals voorzien in § b) van artikel 7, zal gestort worden binnen de vier weken, die volgen op het afloopen van den termijn bepaald in artikel één, en wel in Belgische franken berekend aan den gemiddelden koers van den Belgischen frank en de Hongaarsche kroon, genoteerd op de Beurs van Zurich gedurende de twee maanden die den dag der betaling zullen voorafgegaan zijn.

b) De Hongaarsche Regeering neemt de betaling van het verschil tusschen het bedrag terugbetaald zooals hierboven aangegeven en het bedrag ver-

schuldigd krachtens de valorisatie voorzien in artikel 251, paragraaf d) van het Verdrag van 4 Juni 1920 uitsluitend te haren laste; het blijft echter aangenomen dat deze verbintenis geen afbreuk doet aan de rechten van invordering welke de Hongaarsche Regeering zich voorbehoudt tegenover hare onderhoorigen. Het storten van gezegd verschil zal geschieden zonder interest in franken, in achttien gelijke jaarlijksche stortingen, waarvan de eerste zal verschuldigd zijn in het begin van het zesde jaar na het in werking treden van deze Overeenkomst. Ten einde den Belgischen Dienst het voordeel te doen genieten van eene eventueele verbetering van den Hongaarschen wisselkoers, wordt aangenomen dat het bedrag in kronen bestemd voor deze annuïteiten, onafhankelijk van den op den dag der betaling toegepaste wisselkoers, minstens gelijk moet zijn aan het tienvoud van het bedrag in franken van de vervallen annuïteit.

Het overschot in franken boven de verschuldigde annuïteit, hetwelk uit de toepassing dezer beschikking zou kunnen voortvloeien, zal dienen om achtereenvolgens de nog betaalbaar zijnde annuïteiten te verminderen te beginnen met de laatste. Ten einde het roerend maken dezer categorie schuldvorderingen mogelijk te maken, verklaart de Hongaarsche Regeering zich bereid in onderhandelingen te treden met de Belgische Regeering, met het oog op het consolideeren der stortingen te doen aan den Belgischen Dienst bij middel van het scheppen van een verhandelbaren titel.

Ingeval de Hongaarsche Regeering verhaal zou nemen op een harer onderhoorige schuldenaars voor het verschil in kronen dat zij te haren laste genomen heeft en indien de schuldenaar, van andere zijde, eene minnelijke schikking getroffen heeft met Belgische schuldeischers, zal de Hongaarsche Regeering daarvan onmiddellijk bericht moeten geven aan den Belgischen Dienst.

In dit geval zullen de Belgische schuldeischers, die eene minnelijke schikking getroffen hebben, het recht hebben aan den Belgischen Dienst te vragen dat deze schikkingen beschouwd zullen worden als nietig en zonder uitwerking. Aan dit verzoek zal gevolg gegeven worden door eene schikking tusschen de twee Diensten, indien het verhaal der Hongaarsche Regeering de uitvoering van de minnelijke schikking getroffen tusschen de twee belanghebbende partijen in gevaar brengt. Ingeval het verzoek van den schuldeischer aanvaard wordt, zal het hem op zijne schuldvordering nog verschuldigd blijvende overschot begrepen worden in de invorderingen te doen door den Belgischen Afrekeningsdienst en in de verdeelingen te doen door denzelfden Dienst.

ARTIKEL 9.

Telkens de Hongaarsche Schuldenaarsdienst aan den Belgischen Schuld-eischersdienst zal hebben medegedeeld, dat een schuldenaar te kort komt aan de volgens artikel 7 van deze Overeenkomst op hem rustende verplichting eene annuïteit te storten, zal de Belgische Dienst het recht hebben den Hongaarschen schuldenaar rechtstreeks te vervolgen onder de voorwaarden voorzien door § 16 van het toevoegsel bij afdeeling III van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 4 Juni 1920.

De bedragen op deze wijze geïnd, na rechtstreeksche vervolging, zullen op het credit van den Hongaarschen Dienst gebracht worden.

ARTIKEL 10.

Het geheel der goederen, rechten en belangen in België der Hongaarsche onderhoorigen, met inbegrip van hun tegoed in banken, en met uitsluiting van hunne andere schuldvorderingen op Belgische onderhoorigen, zal, onder de voorwaarden voorzien door artikel 11, behalve de uitzonderingen bepaald in artikel 12, dienen voor de vereffening van het Hongaarsche passief ten bate der Belgische onderhoorigen en voortvloeiend uit de toepassing van Afdelingen III en IV van het Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van Trianon.

Wat het eventueel saldo van het Hongaarsch actief betreft, ziet de Belgische Regeering af van de uitoefening van het recht dat haar door artikel 232 § b) van het Verdrag van 4 Juni 1920 toegekend wordt.

ARTIKEL 11.

a) De Hongaarsche schuldenaar zal, tot het verschuldigd bedrag, het geheel der bestanddeelen van zijn actief in België, met inbegrip van zijne schuldvorderingen op Belgische onderhoorigen mogen gebruiken om, onder toezicht van den Belgischen Dienst, zijne schulden bedoeld in artikel 231 van het Verdrag van 4 Juni 1920, tegenover Belgische onderhoorigen te betalen;

b) Onder voorbehoud der voorafgaande regeling van hun eigen passief zullen de Hongaarsche eigenaars van bestanddeelen van activa in België, met de toelating van den Belgischen Dienst, deze kunnen gebruiken ten einde minnelijke regelingen toe te laten van Belgische schuldvorderingen ontstaan vóór en gedurende den oorlog op andere Hongaarsche onderhoorigen. De waarde der gezegde activa zal bepaald worden in de voorwaarden voorzien of te voorzien door de Belgische wetgeving aangaande de vijandelijke goederen onder dwangbeheer in België;

c) De beschikkingen der §§ a en b van dit artikel zijn van toepassing op de Oostenrijk-Hongaarsche Bank;

d) De bestanddeelen van activa, met inbegrip van het tegoed in banken, die niet zouden gebruikt geweest zijn door toepassing der beschikkingen van de drie voorafgaande paragrafen, zoowel als de schulden van Belgische onderhoorigen aan Hongaarsche onderdanen, uitgezonderd het tegoed in banken, zullen ten laste genomen worden door den Belgischen Dienst, die er de tegenwaarde van zal brengen op het credit van den Hongaarschen Dienst.

De Belgische Dienst zal een fonds kunnen oprichten bestemd om bij voorrang het geheel of een gedeelte van de Belgische schuldvorderingen die elk 5,000 frank niet overschrijden te regelen of van schuldvorderingen van Belgen welke aan hun Dienst bewijzen dat hun economisch bestaan in gevaar

wordt gebracht door de toepassing van een der beschikkingen van deze Overeenkomst ;

e) De Hongaarsche onderhoorigen, die in België over bestanddeelen van activa beschikken, zullen, te beginnen van het in werking stellen van deze Overeenkomst, gerechtigd zijn deze te gelde te laten maken met de voorafgaande toelating en onder het toezicht van den Belgischen Dienst. Deze bestanddeelen van activa zullen overeenkomstig de beschikkingen der Belgische wetgeving te gelde gemaakt worden. De opbrengst van deze omzettingen in geld zal aan dezelfde beperkingen onderworpen worden als die in zwang zijn of zullen zijn ten opzichte der bestanddeelen van activa zelve ;

f) Het zal aan de Hongaarsche onderhoorigen toegelaten zijn, krachtens een met den Belgischen Dienst te treffen schikking, hunne goederen, rechten en belangen in België door gelijkwaardige te vervangen.

Ingeval van te gelde making door middel van openbare verkooping en op elke andere wijze, van Hongaarsche goederen, rechten en belangen in België, zullen de eigenaars het recht hebben tusschen beide te komen en hunne aanbiedingen te doen, op gelijken voet met alle andere vreemdelingen, behalve wel verstaan het recht van voorkoop dat de Belgische Regeering zich voorbehoudt ;

g) Wat de onroerende goederen betreft behoudt de Belgische Regeering zich het recht voor aan de Hongaarsche Regeering de onroerende goederen te doen kennen die voor minnelijke schikkingen niet zullen mogen gebruikt worden.

ARTIKEL 12.

Het stoffeërend huisraad, de boeken, de schilderijen, de juweelen, het zilverwerk en in het algemeen de persoonlijke goederen aan Hongaarsche particulieren in België toebehoorend, zullen terug ter beschikking hunner eigenaars gesteld worden, zoodra dezen aan den Belgischen Dienst bewezen zullen hebben dat zij in België al de schuldvorderingen te hunnen laste, bekend gemaakt aan den Belgischen Dienst, alsook al de kosten veroorzaakt door het onder dwangbeheer stellen hunner goederen, betaald hebben.

Tenzij de Belgische Regeering het anders bepaalt, zullen de beschikkingen van dit artikel van toepassing zijn op de kleine handelszaken, de kleine nijverheden en de werktuigen welke de eenen en de anderen dienen om in het levensonderhoud te voorzien.

ARTIKEL 13.

De akten of schikkingen verleden krachtens deze Overeenkomst, zullen vrij zijn van alle belastingrechten in Hongarije. Zij zullen in België vrij zijn van alle registratie- en zegelrechten.

De vermelding van titels van roerende waarden, hetzij in de akten of schikkingen, hetzij in een volmacht gegeven met het oog op de te gelde making der gezegde akten of schikkingen, zal geen recht doen openvallen, zoowel in België als in Hongarije.

ARTIKEL 14.

Het voordeel van deze Overeenkomst strekt zich uit tot de schuldeischers die de Belgische nationaliteit verworven hebben krachtens de bepalingen van het Verdrag van Versailles.

Bij het toepassen der voorafgaande bepaling, zal voor de valorisatie rekening gehouden worden met den wisselkoers genoteerd ter Beurs van Zurich gedurende de twee maanden die den 11ⁿ November 1918 voorafgingen.

ARTIKEL 15.

De stortingen van kronen aan een Belgischen schuldeischer, gedaan ten titel van betaling door een Hongaarschen schuldenaar aan de Consignatiekassen, bij de rechtbanken of aan de Bank van Oostenrijk-Hongarije, of aan de Postspaarkas van het Koninkrijk Hongarije, zonder voorafgaande toestemming van den Belgischen schuldeischer, zullen niet ingebracht kunnen worden tegen dezen laatste, te wiens opzichte zij als nietig en niet bestaande zullen beschouwd worden.

ARTIKEL 16.

De schulden aangegaan, en de goederen, rechten en belangen regelmatig verworven door de onderhoorigen der Hooge Verdragsluitende Partijen na den datum van de hervatting der handelsbetrekkingen tusschen België en Hongarije, zullen alleenlijk door het gemeene recht beheerd worden zonder dat de beschikkingen van het Verdrag van 4 Juni 1920, noch die dezer Overeenkomst te hunnen opzichte kunnen ingeroepen worden.

ARTIKEL 17.

De vereffening der schulden bedoeld door artikel 231, §§ 3 en 4 van het Verdrag van Trianon zal, zoowel als die der particuliere schulden het voorwerp uitmaken van bijzondere regelingen tusschen den Hongaarschen Staat en den Belgischen Dienst. Bij gebrek aan dergelijke regelingen, zullen gezegde schulden geregeld worden door de Afrekeningsdiensten, overeenkomstig de modaliteiten voorzien door deze Overeenkomst.

ARTIKEL 18.

Voor zoover zij vereenigbaar zijn met de bepalingen dezer Overeenkomst blijven de beschikkingen voorzien in Afdelingen III, IV, V, VI, VII en Toevoegsels van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 4 Juni 1920, gehandhaafd.

ARTIKEL 19.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich de noodige bestuurlijke of wetgevende maatregelen te nemen of voor te stellen ten einde de uitvoering dezer Overeenkomst te verzekeren.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden.

Tot staving waarvan de ondergeteekenden, behoorlijk daartoe gemachtigd, deze Overeenkomst geteekend hebben en ze met hunne zegels hebben bekleed.

Gedaan te Budapest, den 26^e Mei 1923, in dubbel.

(Get.) BÉLA DE SCHODEN,
Achille DESCHAN,

Jules WOLLANTS,
VAN AUDENHOVE.

SLOTPROTOCOL

bij de Belgisch-Hongaarsche Overeenkomst betreffende de toepassing van Afdelingen III en IV met toevoegsels van Deel X van het Verdrag van Trianon.

Bij het overgaan tot de onderteekening der Overeenkomst gesloten op datum van heden, hebben de ondergeteekende gevolmachtigden van België en van Hongarije het volgende verklaard en bepaald :

1^o wat de toepassing van artikel 7 dezer Overeenkomst betreft, werd er overeengekomen dat, ingeval er dienaangaande door de Hongaarsche Regeering bij de Belgische Regeering eene aanvraag ingediend werd, vóór het verstrijken van het derde jaar, de Belgische Regeering welwillend de mogelijkheid zou onderzoeken den termijn binnen welken het overschot der schuld zou moeten betaald worden met ten hoogste twee jaar te verlengen. Bij het nemen van zijn beslissing, zou de Belgische Regeering met den economischen toestand van Hongarije, en in het bijzonder met de voortbrengst, den uitvoer van landbouwproducten, alsmede met den stand van den wisselkoers rekening houden.

2^o De Hongaarsche afvaardiging drukt den wensch uit dat over het algemeen en in zooverre mogelijk de vertegenwoordiger van den Hongaarschen Dienst te Brussel, te gepasten tijde op de hoogte zou gebracht worden van elke tentoonstelling voor openbaren verkoop van goederen toebehoorend aan Hongaarsche onderhoorigen en gesequestreerd in België.

3^o Niettegenstaande de beschikkingen van artikel 10 der Overeenkomst, behoudt de Belgische Dienst zich het recht voor aan te nemen dat, in uitzonderlijke gevallen, de Hongaarsche schuldeischers, na betaling hunner eigen schulden, hunne beschikbaar gebleven schuldvorderingen mogen gebruiken voor de regeling, bij minnelijke overeenkomst, van schulden ten laste van andere Hongaarsche onderhoorigen.

4^o De Hongaarsche Regeering, willende tot eene regeling geraken met

België omtrent de achterstallen der Hongaarsche Staatsschuld, meent zijne instemming met de Overeenkomst te moeten onderwerpen aan de voorwaarde dat gezegde regeling, voorzien in artikel 17 der Overeenkomst, tot stand kome.

5^o De Hongaarsche afvaardiging wenscht dat er voorloopig geen beslissing genomen worde in zake de regeling van het te-goed in kronen voortkomende van de terugbetaling van schatkistbons of van andere obligatiën der Hongaarsche Regeering, en dat van ambtswege op vastgezette rekening gestort werd of dat gedurende den oorlog ten gevolge van uitzonderlijke oorlogsmaatregelen niet kon gerapatrieerd worden.

Deze quaestie zal onderzocht worden bij geleëghenheid eener schikking die moet getroffen worden bij toepassing van artikel 17 der Overeenkomst.

6^o Ten slotte verklaart de Hongaarsche Regeering hare instemming met deze Overeenkomst te onderwerpen aan de voorwaarde dat, na uitvoering der minnelijke schikkingen die het gebruik van bestanddeelen van Hongaarsch actief in België zouden medebrengen, alsmede na vervulling van al de verplichtingen, om 't even dewelke, voortvloeiend, ten laste van Hongarije, uit artikel 252 van het Verdrag van Trianon en die niet rechtstreeks in specie zouden moeten worden geregeld (echter met uitsluiting der aansprakelijkheid vastgesteld in den slotzin van paragraaf 4 van het Aanhangsel bij artikel 252), het saldo van de opbrengst der likwidatie der Hongaarsche goederen in België alsmede van het tegoed in klinkende munt op het credit van den Hongaarschen Dienst gebracht worde, overeenkomstig paragraaf 11 van het Aanhangsel bij artikel 251 van het Verdrag van Trianon.

Het onderhavige slotprotocol, dat tegelijkertijd als de op den datum van heden gesloten Overeenkomst zal bekrachtigd worden, zal beschouwd worden als wezenlijk deel uitmakend van deze Overeenkomst en zal dezelfde kracht en waarde hebben.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigen dit Protocol onderteekend hebben dat in het Fransch in twee exemplaren opgemaakt werd.

Gedaan te Budapest, den 26^a Mei 1923.

Get. BÉLA DE SCHOBEN.
ACHILLE DESCHAN.

JULES WOLLANTS.
VAN AUDENHOVE.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention conclue à Budapest le 26 mai 1923, entre la Belgique et la Hongrie, relativement aux modalités d'application de la Section III de la partie X (Clauses économiques du Traité signé à Trianon le 4 juin 1920.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et Notre Ministre des Affaires Étrangères sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue le 26 mai 1923 entre la Belgique et la Hongrie sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van de Overeenkomst, op 26 Mei 1923 te Budapest tusschen België en Hongarije gesloten, betreffende de modaliteiten van toepassing van Afdeling III, Deel X (Economische bepalingen) van het Verdrag op 4 Juni 1920 te Trianon onderteekend.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën en Onze Minister van Buitenlandsche Zaken zijn gelast, in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst, op 26 Mei 1923 tusschen België en Hongarije gesloten, zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 24 Januari 1924.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

De Minister van Buitenlandsche Zaken,